



CST du 6 octobre 2025

Déclaration liminaire

Alors que le ras le bol social est énorme, les gouvernements se succèdent mais les orientations ne changent pas. La CGT a mobilisé les agents les 10, 18 septembre et le 2 octobre dernier face à des orientations inacceptables pour le service public et ses agents. Si la mobilisation a permis de faire reculer le gouvernement sur le projet de suppression de 2 jours fériés, le nouveau gouvernement ne donne aucune garantie d'abandon des grandes orientations du budget de l'État tel qu'il a été présenté en juillet dernier, qui est d'une extrême sévérité envers les salariés et les agents publics, les personnes précaires, les personnes malades et les retraités, avec un objectif d'économies de 44 milliards d'euros impactant pour une bonne part les remboursements de soins, les effectifs dans les services publics et les dotations aux collectivités territoriales.

Nous rappelons que les ressources financières existent et doivent être mobilisées pour combler le déficit public :

- Les 211 milliards d'euros d'aides publiques octroyées aux entreprises, sans aucune condition, contrôle ou suivi sur l'emploi ;
- Les dividendes record versés aux actionnaires, souvent au moment même des licenciements ou délocalisations, échappant à toute contribution réelle ;
- L'application de la taxe Zucman concernant le patrimoine des 1 800 familles les plus riches, qui doit être pleinement mise en œuvre.

A la région, on nous oppose régulièrement les contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités pour justifier des fins de non-recevoir à nos demandes sur l'accélération de la revalorisation du régime indemnitaire, sur les ouvertures de postes non pourvus, sur le niveau d'avancement et de promotions. Nous avons demandé la réouverture des négociations sur ces points à l'occasion du préavis de grève du 10 septembre.